

**Zeitschrift:** Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

**Herausgeber:** Société d'Etudes Economiques et Sociales

**Band:** 61 (2003)

**Heft:** 3: Lutte contre la criminalité économique : prévenir, détecter, réprimer

## **Sonstiges**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# LISTE DES ABRÉVIATIONS

aCst.	Constitution fédérale de 1874
ADE	ayant droit économique
ADJ	ayant droit juridique
al.	alinéa
art.	article(s)
ASB	Association suisse des banques
ATF	Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral suisse
c.	contre
CBI	Convention du 8 novembre 1990 relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime (RS 0.311.53)
CC	Code civil suisse du 10 décembre 1907 (RS 210)
CCB	Commercial Crime Bureau
CCDJP	Conférence des directrices et des directeurs des départements cantonaux de justice et police
CCI	Chambre de commerce internationale
CDB	Convention relative à l'obligation de diligence des banques
CEEJ	Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 (RS 0.351.1)
CEF	criminalité économique et financière
cf.	confer (= comparer)
CFB	Commission fédérale des banques
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
CO	Code des obligations (Loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le code civil suisse (livre cinquième : droit des obligations)) (RS 220)
Comco	Commission de la concurrence
CP ou CPS	Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (RS 311.0)
Cst	Constitution fédérale de la Confédération Suisse du 18 avril 1999 (RS 101)
ég.	également
EIMP	Loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'entraide internationale en matière pénale (Loi sur l'entraide pénale internationale) (RS 351.1)

etc.	et caetera
ex.	exemple
FATF	Financial Action Task Force on Money Laundering
FF	Feuille fédérale
FIU	Financial Intelligence Unit
FJS	Fiches juridiques suisses
GAFI	Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux
HES-SO	Haute école spécialisée de Suisse occidentale
IFCC	Internet Fraud Complaint Center
ILCE	Institut de lutte contre la criminalité économique
IMB	International Maritime Bureau
infra	ci-dessous
JOCE	Journal officiel de l'Union européenne
JT	Journal des Tribunaux
KYC	Know Your Customer
LBA	Loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d'argent dans le secteur financier (Loi sur le blanchiment d'argent) (RS 955.0)
LBVM	Loi fédérale du 24 mars 1995 sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (Loi sur les bourses) (RS 954.1)
LCart.	Loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (Loi sur les cartels) (RS 251)
LCD	Loi fédérale du 19 décembre 1986 contre la concurrence déloyale (RS 241)
LIA	Loi fédérale du 13 octobre 1965 sur l'impôt anticipé (RS 642.21)
LIFD	Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (RS 642.11)
LP	Loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et faillite (RS 281.1)
LStup	Loi fédérale du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Loi sur les stupéfiants) (RS 812.121)
LT	Loi fédérale du 27 juin 1973 sur les droits de timbre (RS 641.10)
LTVA	Loi fédérale du 2 septembre 1999 régissant la taxe sur la valeur ajoutée (RS 641.20)
MGE	moyennes et grandes entreprises
MPC	Ministère public de la Confédération
MROS	Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (Money Laundering Reporting Office Switzerland)
n.	numéro(s)

OBA-CFB	Ordonnance de la Commission fédérale des banques du 18 décembre 2002 en matière de lutte contre le blanchiment d'argent (Ordonnance de la CFB sur le blanchiment d'argent) (RS 955.022)
OBVM	Ordonnance du 2 décembre 1996 sur les bourses et le commerce de valeurs mobilières (Ordonnance sur les bourses) (RS 954.11)
OBVM-CFB	Ordonnance de la CFB du 25 juin 1997 sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (Ordonnance de la CFB sur les bourses) (RS 954.193)
OC	Organisation de type mafieux
OCCE	Ordonnance du 17 juin 1996 sur le contrôle des concentrations d'entreprises (RS 251.4)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEIMP	Ordonnance du 24 février 1982 sur l'entraide pénale internationale (RS 351.11)
OFJ	Office fédéral de la justice
op.cit.	opus citatum (ouvrage cité)
p.	page(s)
PE	petites entreprises
PJF	Police judiciaire fédérale
PPF	Loi fédérale du 15 juin 1934 sur la procédure pénale (RS 312.0)
RJN	Revue de jurisprudence neuchâteloise
RO	Recueil officiel des lois fédérales
RS	Recueil systématique du droit fédéral
RUU	Règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires, applicables dès le 1er janvier 1994
RVJ	Revue valaisanne de jurisprudence
s.	et suivant(e)
SPVM	Service de police de Montréal
ss	et suivant(e)s
supra	ci-dessus
SVE	Département « surveillance & Enforcement » de la SWX
SWX	Swiss Exchange

